Vers l'expansion industrielle

CONFÉRENCE

DE

M. VICTOR CAMBON

A LA

SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS CIVILS
DE FRANCE



ÉDITIONS
DE LA
Lumière Électrique
6, rue du Rocher, 6
PARIS

Vers l'expansion industrielle

CONFÉRENCE

DE

M. VICTOR CAMBON

A LA

SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS CIVILS DE FRANCE





ÉDITIONS
DE LA
Lumière Électrique
6, rue du Rocher, 6,
PARIS

Vers l'expansion industrielle

S'il en est parmi vous qui doutaient, il y a un an, de la puissance industrielle et économique de l'Allemagne, leur funeste illusion est, à l'heure actuelle, cruellement dissipée. Nous sommes quelques-uns qui, par la parole ou dans les livres, avons jeté des cris d'alarme en face de l'Impérialisme germanique. On nous a écoutés ou lus, puis on a oublié nos discours et remis nos livres sur le rayon comme des romans terminés. Les formidables événements actuels montrent quelles réalités y étaient annoncées.

La stupéfaction du public français, dès le début des hostilités, a été provoquée par deux phénomènes : par la terrifiante application que nos ennemis ont faite des arts de l'ingénieur aux opérations militaires, et par la constatation de la prodigieuse emprise que l'industrie et le commerce allemands avaient implantée chez nous.

Prévoir le premier point n'était pas dans les attributions du Génie civil; quant au second, il

est vrai que chacun de nos industriels savait sa propre existence menacée par la concurrence allemande, mais il ignorait — et c'est ce que nous nous étions efforcé de faire connaître — que la même menace visait tous les autres, au point d'être devenue un danger imminent pour l'industrie nationale.

Du jour au lendemain, on a découvert qu'une foule de maisons, que l'on croyait françaises, étaient en réalité ou contrôlées par des Allemands, ou filiales de firmes allemandes ; et, constatation plus grave encore, on a dû reconnaître que l'industrie française avait peu à peu abandonné à l'Allemagne le monopole d'une quantité d'articles dont la disette est aujourd'hui l'objet de nos préoccupations.

La réserve que le patriotisme commande m'interdit d'en citer des exemples. Les produits allemands s'étaient infiltrés partout, aussi bien dans le domaine privé qu'auprès de nos administrations publiques. C'est ainsi que la plupart d'entre vous ont certainement entendu parler de ce fait que la concession de l'affichage municipal à Paris appartenait au représentant d'une Société prussienne; si l'on n'y eût pris garde au dernier moment, l'annonce, sur les murs, de la mobilisation française aurait été assurée par une entreprise allemande. Il y avait eu là autant de prévoyance perfide d'un côté que d'imprévoyance aveugle de l'autre.

Cet envahissement, qui atteignait tous les pays, n'était pas pour étonner ceux qui avaient pu observer de près l'Allemagne au travail. En avril 1908, j'ai eu déjà l'honneur, de la place où

je suis, de décrire sommairement les procédés de l'industrie germanique. Mais, depuis lors, elle a marché à pas de géant et l'avenir était proche où elle eût pacifiquement, mais tyranniquement, dominé le monde.

Par quelle aberration cette race a-t-elle résolu de le conquérir brutalement par la force, et de jouer sur un coup de dés le fruit d'un demi-siècle de travail magnifiquement productif ? L'expliquer serait sortir de mon cadre.

La puissance et la prospérité de son industrie ne reposaient pas sur tels ou tels avantages ou mérites isolés, mais sur un faisceau de forces parallèles et de même sens qui grossissait d'année en année au point de devenir irrésistible.

L'ardeur au travail, l'orientation méthodique de l'effort, la profusion et la diversité de l'enseignement théorique et pratique, l'étude réfléchie des problèmes que la production doit résoudre, l'application de la science à toutes les branches des spéculations humaines et conséquemment l'abolition de l'empirisme et de la tradition, le calcul incessant, dans toute opération, du rendement maximum, et l'emploi immédiat des méthodes de travail et des appareils capables de l'obtenir, la recherche constante de produits nouveaux destinés à détrôner la concurrence chez les consommateurs du monde entier, cette conception qu'une industrie n'est pas un immeuble où l'on s'installe, ni une station où l'on fait halte, mais un train en marche avec accélération ininterrompue du mouvement, la généralisation de cette mentalité dans tous les cerveaux, chez tous les fonctionnaires comme

chez les particuliers, chez les savants universitaires comme chez les ouvriers d'usine, dans les écoles comme dans la presse, à l'intérieur du pays comme sur les bords les plus reculés, la coordination disciplinée des éléments qui concourent au but assigné à l'effort national; tels étaient ces moyens.

Outillage public, solution des questions sociales, perfectionnement du matériel de production, recherche des applications scientifiques, mises au point laborieuses, investigations patientes, tout progressait de front. J'en donnerai plus loin quelques exemples.

Mais ne nous attardons pas à rechercher quel fut le mobile initial de cet effort. Le besoin, dit-on souvent, sans doute le besoin est à l'origine de tout effort humain. Constatons seulement que ce besoin de travailler était devenu une habitude, puis un goût et enfin une passion qui ne connaissait plus de limites et avait conduit ce peuple à la mégalomanie, à l'impérialisme le plus envahissant. Le plus grave est que cet impérialisme avait largement réussi. Qui de nous aurait pensé que l'Allemagne résisterait pendant un an aux cinq plus grandes puissances du monde!

On a lu partout — trop tard il est vrai — les statistiques ascendantes des progrès économiques allemands. Je vous en ferai grâce; aussi bien les statistiques sont-elles surtout efficaces pour convaincre les sceptiques et éclairer les ignorants.

Ce n'est pas, Messieurs, votre cas. Cherchons plutôt ensemble les remèdes à une infériorité

dont vous n'êtes aujourd'hui que trop convaincus. Le moment n'est plus de nous payer d'illusions et chacun doit reconnaître qu'ayant usé de moyens différents, nous ne sommes pas arrivés aux mêmes résultats, puisque la production française, comparée à l'allemande, apparaissait presque stationnaire dans ses chiffres, et stationnaire surtout dans ses procédés. Et, il est bien probable que, sans le cataclysme qui secoue notre vieux monde jusqu'en ses fondements, nos industriels et nos commerçants eussent poursuivi leurs tranquilles et médiocres affaires jusqu'au jour où la concurrence allemande les eût exterminés les uns après les autres.

Il est permis de croire que cette secousse leur aura été utile sinon profitable. Tout d'abord les ayant appauvris, elle accroîtra leur activité sous l'aiguillon de la nécessité. Ensuite, pour beaucoup d'entre eux, les difficultés auront engendré une ingéniosité et un esprit d'initiative inaccoutumés. Ils auront acquis ainsi maintes qualités et se seront séparés de plus d'un défaut. Il y aurait une profonde injustice à ne pas reconnaître que notre industrie privée s'est, en général, vivement ressaisie, malgré les coupes sombres faites dans ses effectifs par une mobilisation qui, au début surtout, refusait de tenir compte des nécessités de la vie économique à maintenir dans le pays, et plus encore de la défense nationale qu'il fallait pourvoir des engins et des équipements qui faisaient défaut pour une guerre interminable et terriblement prodigue de munitions. Il y eut là un dédain brutal des compétences que je mon-

trerai plus loin comme une des caractéristiques de l'Administration française à tous les degrés. Nonobstant, l'élasticité séculaire de notre race se retrouva tout entière dans cette passe difficile où il fallait tout improviser. Les bras et les outils manquaient et, si les matières premières ne nous faisaient pas défaut, nous n'étions pas en possession des moyens pratiques de les transformer. Aujourd'hui, les lacunes sont heureusement comblées.

Et c'est là qu'apparaît saisissant le contraste entre l'industrie française et l'industrie allemande. Chez l'une on jouit, grâce à la liberté des mers, de l'abondance des approvisionnements ; l'autre, au contraire, est obligée de presque tout tirer de son propre fonds, alors que sa puissance de transformation est presque illimitée.

Il en résulte nécessairement que la guerre est plus onéreuse aux alliés qu'à leurs ennemis. L'axiome régnait avant la guerre que l'Allemagne ne pourrait, faute de ressources, soutenir une guerre de longue durée. Il se trouve renversé par ce double fait que ses ressources financières étaient très supérieures aux évaluations de nos optimistes et que, empêchée par le blocus d'importer des produits par grandes masses, une notable partie de ses dépenses militaires restent aux mains de ses nationaux.

Il n'appartient à personne de préciser combien de temps cette situation sans précédent pourra durer encore ; mais enfin un jour viendra où elle prendra fin. J'admire comme des êtres extraordinaires ceux qui prédisent que ce jour-là l'indus-

trie française n'aura qu'à se baisser pour recueillir l'héritage de l'expansion allemande à travers le monde.

Mettons tout au mieux. L'Allemagne est terrassée et à la merci des alliés qui taillent aux quatre points cardinaux de l'Empire de vastes lambeaux de sa substance. Ils lui imposent en outre une incalculable contribution de guerre, pour se payer de ses dévastations et des quelque 100 milliards qu'ils auront dépensés pour l'abattre. Quant à nous, nous sommes arrivés au but, épuisés en hommes et en capitaux. Au lendemain de la paix, le manque de bras et la pénurie d'argent se feront sentir avec une égale acuité, la classe laborieuse se trouvant amputée de plus d'un million d'hommes tués au feu, morts de maladie ou gravement mutilés ; ce million d'hommes étant prélevé sur la partie la plus vigoureuse et la plus active de la population. D'autre part, nous avions en France, avant la guerre, par centaines de mille des ouvriers belges, allemands, italiens. Nous ne retrouverons plus les Belges, nous repousserons naturellement les Allemands ; quant aux Italiens, la guerre les aura, eux aussi, décimés, et, comme l'Italie aspire à des accroissements territoriaux qui occuperont beaucoup de ses enfants, il est peu probable que nous revoyions parmi nous les nombreuses équipes de Piémontais et de Lombards qui se montraient d'excellents travailleurs.

Or, à l'heure même où nous ne disposerons plus que d'effectifs ainsi réduits, nous aurons à réparer et, en mains endroits, à reconstruire des milliers et des milliers de bâtiments et d'usines

dans la partie du pays où ils étaient le plus denses.

Déjà nous connaissons maintes dévastations commises par l'envahisseur. De combien ce nombre sera-t-il accru le jour où il aura été contraint d'évacuer le pays ?

Et qui peut dire ce qu'il y aura alors de travaux publics anéantis, de voies ferrées à rétablir, de ponts démolis, de chaussées effondrées, de monuments incendiés, de canalisations détruites, de matériel hors de service ?

On reste confondu devant l'immensité de la tâche qui sera imposée à la Belgique et au Nord de la France. Ces deux régions pourraient à elles seules absorber les bras disponibles des deux pays.

Qu'on veuille bien noter en outre que cette tâche exigera non pas une main-d'œuvre quelconque, sans aptitude spéciale, mais une véritable armée d'ouvriers d'état, maçons, charpentiers, monteurs, mécaniciens, dont on déplorait déjà en pleine paix l'insuffisance numérique.

Les salaires augmenteront dans d'énormes proportions, non pas en raison de la qualité du travailleur, mais de sa rareté. De longs mois passés au milieu des fatigues de la guerre, ou dans l'énervement de l'attente anxieuse des événements ne sont pas un stimulant de l'activité professionnelle. De plus, il est malheureusement reconnu qu'une hausse subite des salaires engendre plus souvent l'intempérance que la moralité.

Parallèlement aux difficultés ouvrières se présentera la question financière. La plupart des

Sociétés industrielles seront partiellement ruinées, les unes par l'arrêt de leurs affaires, les autres par la destruction de leur matériel. On m'objectera que, grâce aux commandes intensives de la guerre, il se gagne ici et là beaucoup d'argent. Mais il n'y aurait pas de plus grave erreur que de généraliser cette affirmation. Sur l'ensemble des producteurs français, ceux qui confectionnent des armes, des munitions, des tissus ou des équipements sont, pour ainsi dire, une exception. Au contraire, la grande majorité des professions est plongée dans le marasme. Comme les commandes militaires, toutefois, représenteront de nombreux milliards, il se sera opéré, à la fin de la guerre, un certain déplacement de fortunes privées, avec cette particularité cruellement inique, mais inévitable, que ceux que leur profession de fournisseurs de l'Etat aura préservés des risques de la bataille se seront enrichis, tandis que les autres — le plus grand nombre — se seront appauvris tout en donnant leur sang pour la défense de la Patrie.

Mais le gouffre le plus insondable sera celui que la guerre aura creusé dans le Trésor. La dette publique se sera-t-elle accrue de 30, 40, 50 milliards? Ce seront 1 500 millions, 2 milliards, 2 milliards et demi à ajouter au budget, sans aucun amortissement. A ce chiffre, il faut additionner 1 milliard au moins de pensions militaires, plus les déficits dans le rendement des impôts et la réparation des dommages causés par la guerre. Nous ne pourrons échapper à un budget de 8 à 9 milliards. Certains escomptent que la contribution sur les vaincus viendra l'alléger. Mais, on

se peut demander ce qu'auront à se partager, en deniers comptant, cinq puissances sur un pays qui aura dépensé son dernier pfennig dans une résistance désespérée. Car, enfin, on ne peut sortir de ce dilemme : ou l'Allemagne ne sera qu'à demi vaincue, et alors les alliés ne pourront la rançonner à merci ; ou elle sera écrasée et ruinée à un point tel que, toute expansion au dehors lui étant interdite, le contrôle de ses douanes, de ses chemins de fer et de ses mines fiscales n'en retirera que des sommes infimes comparées à la grandeur de nos dépenses.

Si teinté que soit ce tableau, il n'en est pas moins l'image fidèle de la situation de demain, en face de laquelle optimisme serait synonyme d'irréflexion.

Une autre difficulté sera de se procurer des matériaux, du matériel et des matières premières de fabrication. La demande en sera énorme et les ateliers éteints depuis de longs mois ou détournés de leur destination normale n'en pourront fournir qu'une faible partie. L'étranger, sans doute, nous en pourvoira : nouvelle cause d'appauvrissement sans compensation.

Nous voilà loin de l'espoir caressé par les esprits imaginatifs de supplanter les Allemands au dehors ; il me semble, au contraire, suffisamment démontré que jamais situation économique n'aura exigé autant d'activité, d'énergie, de compétence et d'union nationale dans l'effort.

On entend répéter couramment : « Quand la guerre aura pris fin, nous aviserons. » Pitoyable état d'esprit ! C'est pendant la guerre que tous ceux qui n'y participent pas doivent dresser un

programme, en établir les bases, afin que rien n'en retarde, le jour venu, la vigoureuse exécution.

Et ce programme est immense. Il ne s'agit rien moins que de réformer l'esprit public de notre pays, reconstituer un outillage moderne à la place de l'ancien, adopter partout des idées nouvelles. La réussite dans l'avenir est à ce prix.

Partons de ce principe, si dur qu'il soit à notre amour propre, que l'Allemagne avait réalisé au mieux le moyen de faire fortune avec l'industrie, et refoulons toute fausse honte de suivre son exemple.

Elle avait répandu à profusion l'enseignement technique et l'apprentissage professionnel jusque dans leurs branches les plus spéciales. Ceci nous manque. Je n'en citerai qu'un seul exemple. Le professeur Léo Vignon, l'éminent directeur de l'Ecole de chimie industrielle de Lyon, à la suite d'une enquête approfondie, a consigné dans un rapport officiel récent que la proportion de chimistes dignes de ce titre, calculée sur un nombre N d'habitants, est en Suisse de 300, en Allemagne de 250, en France de 7 et en Angleterre de 6. Au delà du Rhin le nombre des écoles supérieures techniques, en dehors des universités, est de 13, contenant chacune plus de mille élèves ; en France nous ne pouvons leur opposer que l'Ecole Centrale, les Ecoles des Mines de Paris et de Saint-Etienne, et quelques établissements privés. L'Ecole des Ponts et Chaussées, qui donne un enseignement tout à fait supérieur, renferme un si petit nombre d'élèves que la qualité ne saurait suppléer à la quantité. Il nous faut absolument dans notre pays un enseignement tech-

nique qui couvre tout le domaine de l'industrie.

Quant à l'apprentissage professionnel, il n'est pas un industriel qui n'en déplore l'insuffisance. L'ouvrier français est le plus habile du monde : mais encore faut-il qu'on lui apprenne un métier. N'attendez pas, Messieurs, que le métier lui soit enseigné par l'Etat. Depuis vingt ans on agite de loin en loin cette question au Parlement, et, après quelques discussions confuses, on la remet dans le tiroir. Ce genre de séances continuera. Permettez-moi de vous avouer que je ne le regrette que faiblement. Le jour où l'Etat ouvrirait des écoles professionnelles, il ferait des mandarins et non des artisans. Tel y entrerait pour devenir serrurier qui en sortirait quémandeur d'une place de fonctionnaire. Tenez cette solution pour fatale. A mon avis, nous n'aurons en France des ateliers d'apprentissage sérieux que le jour où les industriels intéressés les créeront eux-mêmes, soit individuellement, s'ils en ont les moyens, soit en se syndiquant entre exploitants d'une même profession. Toutefois une initiative analogue pourrait être prise par les communes. Des ateliers d'apprentissage municipaux, appropriés aux industries de la région, contrôlés par des manufacturiers de la localité, auraient chance de produire des artisans habiles en leur métier.

Et, à cette occasion, il est indiqué de parler ici de l'atelier d'apprentissage organisé par le maire de Lyon, M. le Sénateur Herriot, en faveur des mutilés de la guerre. Je l'ai visité récemment avec une admiration émue. On y apprend aux Français qui ont perdu un ou plusieurs membres en défendant le pays, à gagner leur vie avec quelqu'un

des métiers compatibles avec leur genre de mutilation. Ils sont là une centaine dans un établissement forcément restreint, mais ils sont des milliers qui sollicitent d'y entrer. On se demande avec une pénible surprise pourquoi de semblables ateliers n'ont pas été créés dans une cinquantaine de villes françaises, alors que les Allemands en ont installé partout.

L'enseignement technique spécialisé et l'apprentissage sont la condition d'existence de cette qualité nécessaire à tout homme qui se livre à une occupation déterminée, la compétence. Quel est chez nous l'industriel qui peut affirmer connaître tout ce qu'il aurait à savoir pour le bien de son exploitation ? Et vous ne me contredirez pas si je déclare que pour obtenir le rendement maximum d'une exploitation il faut y être pleinement rompu.

Tout progrès est interdit à qui ne connaît qu'empiriquement sa profession ; ce qui conduit à cet axiome que l'ignorance est à la base de la routine et de la stagnation dans l'industrie. Car l'ignorant qui tente de progresser est un aveugle qui se lance sans guide sur la route. La culbute l'attend dès ses premiers pas.

A cette faiblesse, les Allemands opposent la puissance de leur fameuse *Kultur*, la précision de leur science, donnant à ce mot science un sens très étendu, dont la traduction française est justement le terme de compétence. La science d'un métallurgiste de Dusseldorf n'est pas celle d'un exportateur de Hambourg. Pour le dernier elle comprend la connaissance d'un pays étranger, de sa géographie, de ses mœurs,

de ses besoins, de ses ressources, de sa langue, du change, etc. L'Allemand appelle tout cela de la science et, avec cette ardeur dans l'investigation qui en fait si facilement un espion, il la pousse jusqu'à ses plus extrêmes détails.

Ayant reconnu que, dans l'industrie notamment, le cerveau unique qui dirige ne saurait embrasser la pleine connaissance de tous les éléments de l'exploitation, les Allemands ont été amenés à la création d'énormes unités où la règle absolue est la division du travail, non seulement pour les ouvriers, mais pour les chefs. Chaque technicien est un spécialiste de la partie qui lui est confiée, avec mission de la faire prospérer au mieux de ses capacités. Dans chaque grande usine il y a des hommes qui exécutent le travail du jour et d'autres qui préparent le progrès du lendemain. Ces derniers sont particulièrement chargés de se tenir au courant de toutes les nouveautés ; c'est ainsi que la plupart des grandes usines possèdent une bibliothèque où sont reçus les ouvrages et les périodiques de tous pays, relatifs aux travaux qu'elles poursuivent; le ou les bibliothécaires sont tenus de dépouiller toute cette littérature et d'aviser par écrit chaque service des livres ou articles susceptibles de l'intéresser.

A vous citer de tels faits, je ne conclus pas qu'il faudra créer de toutes pièces en France des Sociétés disposant d'un capital de 100 millions comme la *Badische Anilin und Soda Fabrik,* de 310 millions comme la *Hamburg-Amerika Linie,* de 345 millions comme la *Gelsenkirchen,* de 395 millions comme *Krupp,* ou de 450 millions

comme l'*Allgemeine Elektricitäts-Gesellschaft;* le moment serait peu opportun et du reste l'individualisme français s'y refuserait; mais il importera que les exploitants d'une même industrie fassent litière de cet individualisme pour mettre en commun leurs efforts afin de les perfectionner. Les recherches et les essais qui dépassent les ressources d'un manufacturier de moyenne importance peuvent être exécutés par un groupement de tous. C'est là un côté à développer de l'action syndicale. Nous en avons un embryon qui ne peut manquer de vous venir à l'esprit dans les *Associations de Propriétaires d'appareils à vapeur*. C'est à l'aide d'un organisme de ce genre que, par exemple, les Allemands ont développé, avec l'ampleur que vous savez, leurs constructions navales. Ils déclarent qu'au début aucun de leurs chantiers maritimes ne possédait assez de ressources pour exécuter les recherches et les expériences nécessaires aux perfectionnements de la navigation et que l'*Association des Constructeurs de navires*, fondée il y a quelque vingt ans, a joué un rôle de premier ordre dans le progrès de cette technique, en étudiant et expérimentant à frais communs les idées et les découvertes qui s'y rapportent.

Que dire de l'aménagement de trop de nos usines? Mal situées, encombrées, rapiécées, inextensibles, sans moyen mécanique de manutention, elles fonctionnent pour ainsi dire à bras d'hommes, alors que la main-d'œuvre va devenir hors de prix. Un industriel français, le plus important et le plus avisé de sa spécialité, à qui je parlais récemment de ces mauvaises condi-

tions de travail, me répondit : « Ne vous préoccupez donc pas de ces attardés; les établissements ainsi aménagés disparaîtront tout seuls et feront de la place pour les autres. » Puis il ajoutait : « Nos confrères sont mal inspirés s'ils n'étudient pas résolument l'application de la méthode Taylor. »

L'expérience d'hier prouve cette vérité qui sera plus évidente encore demain. La seule industrie française qui soit vraiment bien outillée est la construction automobile. Presque toutes nos grandes maisons sont des merveilles d'installation. Mais aussi quelle vogue n'ont-elles pas dans le monde entier et quels chiffres d'exportation!

Pourtant le matériel n'est pas tout. Tant vaut le directeur tant vaut l'affaire. On le paiera toujours trop s'il est mauvais, jamais assez s'il est sérieux et compétent. Et à ce sujet je me permets d'insinuer que les Conseils d'administration sont parfois des obstacles dans une Société. La façon dont ils sont recrutés les voue généralement à l'incompétence et le peu de temps qu'ils consacrent aux affaires dont ils ont la responsabilité ne les documente guère sur leur fonctionnement. Nonobstant ils prétendent décider par oui ou par non, en quelques minutes, des questions que la direction a étudiées pendant des mois. Autant vaudrait parfois jouer à pile ou face les déterminations. Les Conseils qui veulent diriger euxmêmes, au lieu de se borner à contrôler, provoquent l'anarchie ou sombrent dans les compétitions de personnes et la Société déchoit avec eux. Rappelez, Messieurs, vos souvenirs, inter-

rogez l'histoire et vous reconnaîtrez qu'aucune institution humaine n'a jamais prospéré et grandi à moins d'être dirigée par un cerveau unique.

On a adressé depuis longtemps à l'industrie française une série de conseils ou de reproches dont il lui importera de tenir compte plus que par le passé. On lui a répété qu'elle fabriquait suivant son bon plaisir, et non suivant le goût de ses clients, qu'elle ne savait pas offrir ses produits à l'aide de catalogues clairs et attrayants et d'échantillons bien préparés. Les firmes germaniques nous ont suffisamment inondés de leurs prospectus illustrés pour que les nôtres ne puissent invoquer qu'elles manquent de modèles. Enfin, nous laissons généralement le client, à qui cela déplaît fort, se débrouiller au milieu des questions de transport, de fret, d'assurance, de change, de douane, etc. Mais ceci est une incursion dans le domaine commercial que je ne veux pas aborder.

Reconstruction des usines des régions envahies, renouvellement et création de matériel dans les autres, coûteront cher à un moment où l'argent sera aussi rare que la main-d'œuvre. Avons-nous du moins le droit d'espérer que les établissements de crédit aideront largement l'industriel? Jusqu'ici, ils ont habitué le bas de laine à se vider tout seul dans leurs caisses. Ils ont eu du capital autant qu'ils en ont désiré et ont absorbé au jour le jour le plus clair des économies françaises; trop souvent c'était pour le porter à l'étranger. L'opération est si simple et si productive! Un Etat obéré a besoin de 500 millions; en une semaine on peut se mettre d'accord. Le

public français versera 500 millions, l'établissement de crédit en remettra 400 à l'emprunteur et, sous des rubriques diverses, encaissera 100 millions de bénéfices. Comme c'est plus simple et moins laborieux que d'avancer, à bon escient, la même somme à mille maisons de commerce françaises!

Mais suivons les 400 millions jusqu'à la capitale du susdit Etat. A peu près toujours ils lui servent à créer de l'outillage public civil ou militaire et, neuf fois sur dix, c'est l'Allemagne qui obtient ces fournitures, à gros bénéfice bien entendu, et c'est avec ce bénéfice que la même Allemagne a forgé les canons qui foudroient nos monuments et les mitrailleuses qui tuent nos fils.

L'expérience a prouvé que ces avances aux pays étrangers ne nous ont pas valu une grande influence politique corrélative. Regardez l'Espagne, le Portugal, la Turquie et tant d'autres! Loin de moi cependant la pensée qu'un peuple riche ne doive pas avancer de fonds aux pays plus pauvres ; mais seulement dans la mesure du superflu et non pas du principal de ses économies. L'outillage national doit passer avant tout.

Voulez-vous savoir par opposition quels résultats les Allemands retirent de leurs capitaux quand ils en exportent? En voici un exemple suggestif.

Il y a quelques années, un projet prit corps en Espagne de capter dans la Sierra Morena un ou plusieurs torrents dont l'énergie serait transportée dans diverses villes, notamment à Madrid, Tolède, Saragosse, etc. C'était une entreprise

considérable. L'Allgemeine Elektricitäts-Gesellschaft qui possède, ai-je dit, 450 millions bien à elle et jouit, en outre, d'un crédit illimité auprès de la Deutsche Bank à laquelle elle est étroitement unie, étudia l'affaire, la reconnut bonne et la soumissionna à un prix assez bas pour que personne ne pût la lui enlever, mais à la condition d'être payée en papier; ce qui fut fait. Et, depuis lors, l'A. E. G. (ou une de ses filiales), étant le plus gros actionnaire de l'entreprise, la contrôle en fait, de sorte que, grâce à quelques millions d'ailleurs bien rétribués, la capitale espagnole ne peut s'éclairer, ni travailler sans le bon vouloir des Allemands.

Suggérons à nos financiers de regarder un peu moins, et à nos industriels de regarder un peu plus, au delà de nos frontières. Surtout, persuadons-les que les emprunteurs à même de fournir une caution palpable ne sont pas seuls dignes de crédit. L'homme intelligent, travailleur, instruit est aussi une valeur bancable. Le rôle des marchands de capitaux est de savoir le discerner et de lui donner leur appui.

Il a trop longtemps duré, ce métier de dupe qui consiste, pour nos compatriotes, à faire des découvertes à leurs propres frais, et de les voir mises au point et exploitées par les Allemands, grâce aux établissements financiers ou industriels d'outre-Rhin.

Ce défaut de solidarité dans les efforts est une de nos principales faiblesses. Ainsi l'étroitesse de vues qui consiste, pour nos maisons de commerce, à ne voir de rivaux que dans la maison d'en face, doit céder devant de plus vastes con-

ceptions. Le moment est venu de s'unir avec la maison d'en face pour marcher ensemble à la conquête des marchés extérieurs. Préparons-nous à leur expédier nos produits au lieu de leur exporter nos capitaux.

Comment faire pour inculquer ces vérités, alors que l'on entend répéter, par des gens qui devraient être sérieux, des billevesées comme celle-ci : « Après la guerre, étant à l'abri de la concurrence allemande, je vendrai mes produits aussi cher qu'il me plaira ; à quoi bon les perfectionner ! » ou celle-ci d'un commerçant qui se croit très habile : « Les produits allemands ! Je trouverai bien le moyen de m'en procurer, de les démarquer et d'en satisfaire ma clientèle. » Cette dernière pensée est d'ailleurs en opposition radicale avec cette autre : « Il faudra à tout prix empêcher les Allemands de produire bon marché. » Et alors jaillissent des propositions de taxes et de droits de douane d'une sévérité à faire frémir M. Méline lui-même.

Peu de gens se sont posé la question économique sous la forme suivante : « Nous sommes consommateurs, nous avons besoin de telles et telles marchandises, et nous vous demandons à vous, producteurs français, si vous pourrez nous les fournir. »

Hélas ! la liste serait longue des objets pour lesquels les producteurs français devraient répondre *non possumus*. Il y aurait cruauté antipatriotique, je le répète, à les énumérer. Sur un seul pourtant je voudrais dire un mot. Il s'agit des matières colorantes, monopole allemand au sujet duquel on a imprimé une masse d'écrits

sans fondement. Les colorants artificiels dérivent de la distillation du goudron de houille. Or, tandis que l'Allemagne produit 1 million de tonnes de ces goudrons, nous n'en récoltons peut-être pas la dixième partie et cette dixième partie nous ne la distillons pas. La fabrication des matières colorantes par grandes masses, en France, sera donc une chimère tant que nous ne produirons pas la matière première d'où on les extrait.

Je ne puis pas, parlant devant la Société des Ingénieurs Civils de France, passer sous silence cette organisation gigantesque de la distillation de la houille en Allemagne. La décomposition du charbon en coke, goudron, huiles lourdes, gaz combustibles et ammoniaque est tellement avantageuse aujourd'hui que le temps est proche où la consommation de la houille brute sur une grille sera considérée comme un anachronisme. C'est pourquoi, dans le Reinland notamment, les charbonnages installent successivement des fours à coke à récupération de sous-produits; et ils ne se contentent pas de recueillir le goudron et de fixer l'ammoniaque par l'acide sulfurique, mais partout, à côté des fours, se dressent des appareils distillatoires qui séparent le goudron en ses éléments, benzol, naphtaline, toluol, xylol, anthracène, etc. Deux chiffres donneront une idée de ce mouvement : en 1902, la production du goudron dans le bassin rhénan était de 94 000 tonnes; en 1912 elle s'est élevée à 550 000. Nos grands charbonnages ont tout intérêt à suivre cet exemple.

On pourrait me demander pourquoi, dans cet aperçu prévisionnel de l'industrie française

après la guerre, je n'envisage pas le sérieux appoint qui sera apporté à notre richesse nationale par les productions de la Lorraine, de l'Alsace et du bassin houiller et métallurgique de Sarrebruck, que nous espérons tous devoir faire retour à la France; sincèrement je répondrai que je me sens incapable de mesurer le degré de perturbation que déterminera la juxtaposition à la production française des tissus et des produits chimiques de Mulhouse, des vins d'Alsace, des 17 millions de tonnes de houille, des 3 millions et demi de tonnes de fonte, et des grands ateliers mécaniques du bassin de la Sarre, qui tous, sauf les mines qui sont propriétés du fisc prussien, appartiennent à des Sociétés allemandes.

Il n'est qu'un seul point de cet ensemble qui ait été abordé par les publicistes français; il s'agit des gisements de potasse du Sundgau, au nord de Mulhouse. Les journaux ont annoncé, les uns après les autres, que nous trouverions là une richesse de 60 milliards. Qu'en est-il de ces chiffres capiteux? Ici, je puis donner des renseignements précis.

Vous savez tous que la production des sels de potasse est presque un monopole allemand, grâce au gisement prodigieux, et jusque-là unique au monde, de Stassfurt (Saxe prussienne et Hanovre); vous savez aussi que les soixante-dix ou quatre-vingts exploitants ou raffineurs de sels de potasse ont formé un syndicat de vente qui, seul, alimente la consommation mondiale et répartit les commandes à tous ses adhérents; grâce à ce monopole et à ce cartel, la prospérité

de ces exploitations est inouïe. On en était là lorsque le hasard fit découvrir en Alsace (1904) un gisement rival. Une demoiselle alsacienne, Amélie de Wittelsheim, ayant vu, en songe, le sous-sol de sa propriété pourvu d'une nappe de pétrole, fit entreprendre un sondage. On ne trouva pas de pétrole, mais à 358 mètres de profondeur, une magnifique couche de sylvinite (chlorure double de potassium et de sodium); les couches se succédaient entre 358 et 512 mètres; puis on traversa jusqu'à 620 mètres des stériles, et de nouvelles couches plus abondantes encore furent découvertes entre 620 et 950 mètres. Aussitôt, d'autres sondages furent entrepris au nombre de 103 et le bassin fut circonscrit dans la région de Heimsbrunn, Soultz, Cernay et Sweighausen, sur une surface de 200 kilomètres carrés environ.

Comme bien l'on pense, les exploitants de Stassfurt s'émurent, d'autant plus qu'un groupe de capitalistes américains s'était abattu sur l'Alsace pour accaparer cette découverte. Le Gouvernement fut saisi de l'affaire et, sans hésiter, prépara un projet de loi qui est une innovation unique dans le domaine de l'industrie. Le législateur invoque ce principe que le Gouvernement allemand ne saurait admettre que les trésors du sol national soient livrés à des acheteurs étrangers. Conséquemment, de tels faits doivent être empêchés. Du même coup, le projet réglemente la production globale des minerais de potasse et donne force de loi aux institutions du *Kalisyndicat* de Stassfurt. Un impôt équitable est réparti sur les exploitants. Enfin, un salaire

minimum est fixé pour tous les ouvriers occupés dans cette industrie. Cette dernière clause a entraîné le vote de la loi par les socialistes le 10 mai 1910. Les gisements d'Alsace ne tardèrent pas à voir s'ouvrir une vingtaine d'exploitations (1913).

Cette situation suggère de multiples remarques. Tout d'abord, le précédent d'exclusion des étrangers dans les exploitations de minerais potassiques pourrait bien se retourner contre ceux qui l'ont établi. Il faut observer, d'autre part, que l'Allemagne possédait déjà, avec les gisements de Stassfurt, le monopole des sels de potasse, et que ces premiers gisements sont d'une abondance telle qu'ils peuvent alimenter, pour ainsi dire indéfiniment, la consommation mondiale, qui est à ce jour de 12 à 14 millions de tonnes, comptés en sels bruts ; mais voici que, parallèlement, le gisement de Sundgau est, lui aussi, capable de pourvoir à lui seul à cette consommation mondiale; d'où il résulte qu'ils ne peuvent prospérer simultanément sans la condition expresse d'une entente entre eux, faute de laquelle le mieux placé géographiquement et le mieux exploité des deux écrasera l'autre. Et, si le hasard voulait qu'ils fussent en mesure de produire au même prix, en se faisant concurrence, ils végéteraient l'un et l'autre sans bénéfices sensibles. Il est assez difficile de dire si les sels du Sundgau sont plus ou moins coûteux à extraire que ceux de Stassfurt; mais la distance qui les sépare de Rotterdam par le Rhin est près de quatre fois supérieure à la distance de Stassfurt à Hambourg, par l'Elbe.

Quant à la consommation française de ces sels, elle n'atteint pas 2 % de la production totale. Il s'imposera donc de maintenir un accord entre les deux groupes d'exploitants.

Que l'on me permette enfin de citer, comme épilogue de ce qui précède, la phrase qui termine le chapitre de Stassfurt dans mon *Allemagne au Travail* (antérieur à l'exploitation du Sundgau) (page 132) :

« Si des gisements comme ceux de Stassfurt se fussent rencontrés dans quelque pays proscrivant les ententes entre producteurs, ils eussent constitué au lieu d'une superbe richesse une non-valeur. »

Des auditeurs aussi avertis que vous, Messieurs, ne s'étonneront pas de la complexité des enchaînements qui apparaissent entre les questions économiques, dès qu'on veut les approfondir au lieu de les effleurer.

Cette complexité devient plus inextricable encore, si on envisage leurs relations avec les exigences de l'État. On peut même se demander s'il est dans nos pouvoirs publics des hommes qui se doutent de la difficulté des problèmes qu'ils auront demain à résoudre. La façon dont le législateur français a traité depuis longtemps les affaires économiques du pays fait tout craindre pour l'avenir, et notre plus vive appréhension résulte de son mépris systématique de la compétence chez les fonctionnaires qu'il charge ici et là des intérêts de la France. Il est de mon devoir de dire bien haut que le système administratif qui règne chez nous est inégal à la grandeur et à la gravité actuelles de

ces questions. A vouloir maintenir l'indolence, l'irresponsabilité et la lenteur de notre bureaucratie en face de la formidable activité de nos ennemis et de leur connaissance approfondie de ces mêmes sujets, nous courons à de tristes mécomptes. Une situation si tragiquement nouvelle exige d'autres procédés et des hommes autrement préparés.

A parler franc, les milieux industriels et commerciaux n'ont pas eu, depuis longtemps, à se louer de la sollicitude de l'Etat pour nos grands intérêts économiques. La plupart des lois qui ont été promulguées, la plupart des errements du passé qui ont été maintenus sont une gêne plutôt qu'un stimulant à leur activité.

Les lois sociales ont été votées sous l'empire de passions politiques étrangères à toute conception raisonnée du bien-être public.

L'entêtement à conserver, par exemple, l'inscription maritime, a empêché et empêchera notre marine marchande de remonter le cours de sa décadence.

Les primes accordées à certains groupements, à certaines productions, sont, en général, des encouragements à la paresse plutôt qu'à l'activité.

On nous a gratifiés, du Nord au Midi, d'inspecteurs du travail, institution excellente et nécessaire, assurément. La plupart de ces fonctionnaires sont pleins de bonne volonté, beaucoup sont à la hauteur de leur tâche ; mais, tandis qu'en Allemagne il est exigé d'eux qu'ils soient diplômés des écoles techniques supérieures, nul n'a jamais pu savoir, en France, en vertu de

quelle sélection ils sont réputés aptes à la mission de surveiller nos ateliers.

Quand un ministre se trouve inopinément en face d'une question à trancher, sa méthode est constante : il fait un discours et rédige une circulaire, et la question lui semble résolue. A d'autres le souci du sort de l'affaire. On peut lire, dans les mémoires de Bourrienne, que, lorsque l'empereur Napoléon donnait un ordre, aucun des responsables successifs de sa transmission n'osait dormir avant de s'être assuré que l'ordre était exécuté.

Les institutions de l'Empire nous régissent encore, mais non plus les habitudes de son administration.

Mais rentrons pour en finir dans le domaine des faits.

Supposez que nous exigions, par exemple, de l'Allemagne vaincue, qu'elle nous livre comme partie de rançon les trois grands liners de la Hamburg-Amerika : l'*Imperator*, de 53 000 t., le *Vaterland*, de 58 000, et le *Bismarck*, de 65 000. Mais nous n'aurions pas en France un seul port pour les abriter. Et supposez encore que l'un de vous, Messieurs, découvre demain sur notre sol quelque beau gisement métallifère. Nul ne sera admis à l'exploiter, parce que la loi de 1810 sur les mines est considérée comme abrogée et que celle qui doit la remplacer n'est pas même en projet.

Alors que signifient les discours par lesquels on nous presse de développer la production nationale !

Nous possédons, cependant, en France, au

milieu de tant de défaillants, un homme public dont l'activité est merveilleusement féconde : j'ai nommé le chef de notre protectorat marocain, le général Lyautey. Il ne lui a pas suffi de conquérir et de pacifier le Maroc, son ardeur infatigable s'applique aussi à le coloniser rapidement. Et il n'a pas attendu, lui, la conclusion de la paix pour y travailler ; crânement, résolument, il a pris l'initiative d'organiser, en pleine guerre, à Casablanca, une exposition des produits français. Lui-même m'a exposé son but dans une lettre personnelle qui semble écrite par le plus averti des économistes. Il veut montrer aux indigènes, aux étrangers, aux Français établis là-bas, des marchandises bien françaises, au lieu et place des produits allemands qui infestaient hier et menaçaient d'envahir la colonie ; il estime que c'est maintenant et non après la guerre qu'il faut faire cette manifestation, laquelle montrera aux Marocains que nous ne sommes pas, comme certains se le laissaient dire, les courtiers et les subordonnés de l'Allemagne, et l'animation provoquée par cette création maintiendra au Maroc une vie économique que le départ des mobilisés français et italiens tendait à suspendre.

Voilà un exemple qui vient de haut et qui console de bien des constatations d'inertie.

Je sais que vous tous, Messieurs, ingénieurs, industriels, commerçants, avez sur toutes ces questions un sentiment unanime ; malheureusement, on ne fait pas un pays avec une élite quand le pouvoir obéit à de tout autres mobiles qu'aux inspirations de cette élite.

Le réformateur tout puissant de ces errements

devrait être la grande presse. Nos quotidiens nous parlent bien de politique, de littérature, d'art, voire même de scandales divers; seulement la plupart habituent leur public à se passer des questions économiques. Cependant, la grande majorité des citoyens n'a de notions sur le monde extérieur que par son journal; elle reste donc étrangère à tout ce qu'elle n'y trouve pas. Et voilà comment des sujets d'où dépendent la vie, la prospérité, la puissance de la nation sont précisément ceux que la nation ignore le plus. Combien serait autre la matière de votre journal, s'il appliquait cette inattaquable formule : « Mesurer la place à l'importance réelle des questions! »

Les journalistes allemands, dont les gazettes ne sont pas récréatives, mais substantielles, ont coutume d'instruire leurs lecteurs des questions scientifiques, géographiques, industrielles, sociales, en passant successivement la plume à des rédacteurs occasionnels, versés en ces matières; et comme le nombre des pages est illimité, grâce à l'abondance de la publicité, il en résulte que tous ces lecteurs sont en définitive renseignés sur tous les sujets.

Être renseigné en tout : c'est là la moitié de la puissance tudesque! Ce n'était pas malheureusement notre lot. Ecoutez plutôt ceci.

Je vous demande pardon de narrer un fait personnel; mais je n'en connais pas de plus caractéristique. C'est vers la fin de l'automne 1913 que je revins de ma dernière tournée en Allemagne, épouvanté de ce que j'y avais observé, lu et entendu. Après que j'eus imprimé mes docu-

ments et mes impressions sur les *Derniers progrès de l'Allemagne* (mars 1914), je portai le livre à un rédacteur de l'un des grands journaux de Paris qui affiche la prétention de parler de tout et je lui lus sans préambule le passage suivant :

« On procède en ce moment au quadruplement de l'une des grandes lignes qui vont de Cologne à Berlin, celle qui passe par Elberfeld. Il est difficile de ne pas voir dans cette entreprise une préoccupation stratégique, bien que les moyens de transport de troupes de l'est à l'ouest soient déjà formidables. Le nombre des lignes, la superficie et la longueur des quais d'embarquement dénotent une étude qui se perfectionne d'année en année. Il n'est pas douteux que notre État-Major n'ait pleine connaissance de cette organisation, de même qu'il a dû être informé d'avance de l'augmentation de l'armée allemande par les 233 millions de marks que l'Empire a consacrés à la reconstruction de nouvelles casernes en 1911 et 1912, c'est-à-dire avant que le Reichstag ait voté l'accroissement de l'armée.

« Je n'ai aucune prétention à l'art militaire, mais comme ingénieur je me permets d'affirmer que la puissance d'écoulement sur les voies ferrées que j'ai si souvent parcourues à l'occident de l'Allemagne est terriblement supérieure à celle des voies françaises vers l'Est. Les Allemands préparent la guerre exactement comme une opération industrielle de vaste envergure dont ils calculent froidement toute l'organisation. N'interrogeons pas leurs regards pour y lire de la haine. L'homme d'affaires puissant n'a pas

de haine pour le concurrent moins fort qu'il s'apprête à ruiner. Ils resteront pacifiques jusqu'au jour où ils croiront le succès de la mise en train assuré ! Ce jour-là, les Pangermanistes gagneront tout le pays à leur insatiable convoitise. L'armée et la flotte sont un outillage dont le mouvement général se déclenchera d'un seul coup, comme ces grandes écluses de Hambourg qu'un bouton électrique ouvre automatiquement. Le fracas des armes nous apprendra le premier que le signal a été donné. Alors un véritable Gulf-stream d'hommes, de canons et de baïonnettes, déferlera sur nos frontières. Malheur à nous si notre organisation n'est pas irréprochable ! Quand donc ceux qui, ouvertement ou sourdement, minent la force matérielle et morale de notre armée, comprendront-ils qu'ils jouent avec l'existence même de notre pays ! Leur égarement aura toute la conséquence d'une trahison. Qu'ils nous ramènent le service militaire de deux ans, et moins de deux ans après les armées allemandes entreront en France.

« Toute la question de la paix ou de la guerre se réduit à savoir à quel moment le grand Etat-Major jugera qu'il peut mobiliser ses masses sans rencontrer une résistance inattendue; sa seule crainte est qu'il trouve devant lui un chef qui sache ranimer notre patriotisme et diriger avec habileté la furia française.

« De cette mentalité, nous devons tirer deux conséquences : quelle que soit la perfection de l'outillage, il faut un chef pour le mouvoir, et quel que soit ce chef, si l'outillage est mauvais, la défaite ne saurait être évitée. »

Eh bien! j'ai encore aux oreilles la phrase dédaigneusement polie avec laquelle ce publiciste m'éconduisit : « Ces questions-là, me dit-il, n'intéressent pas notre public. » Toutefois, il ajouta : « Si vous tenez absolument à ce que nous parlions de votre livre, ce sera 15 francs la ligne. »

Je dois reconnaître, à la décharge de cette rédaction, que j'arrivais malencontreusement à une époque où une bonne partie de sa copie était concentrée sur un scandale politico-judiciaire de tout premier ordre.

Ne jugez point cependant que ce journaliste eût tout à fait tort. Tout dépend de la conception que l'on se fait de son métier. Le journal est-il fait pour amuser ou pour instruire? pour flatter les passions ou élever les intelligences? pour détruire ou pour édifier? pour servir les intérêts d'un commanditaire puissant ou ceux de la nation? enfin pour dire ou taire la vérité? Il ne manque pas de gens de plume qui préfèrent ne pas se prononcer.

Il semble bien pourtant que le jour est venu où les niaiseries doivent céder le pas aux choses sérieuses, et, si j'y insiste, c'est qu'il importe de créer, et que la presse seule peut créer une ambiance régénératrice. La mentalité d'un peuple se modifie à son insu, sous l'influence des idées qu'il entend répéter chaque jour et surtout de l'exemple que lui donnent ceux qui ont charge de le diriger. C'est l'influence, la contagion du milieu. Tout le monde sait que, dans un monde laborieux, les fainéants ne tardent pas à disparaître.

On a écrit, depuis le début de la guerre, de très beaux développements sur l'idéalisme ; on a comparé l'idéal latin au réalisme teuton ; on a même fait un abus de cette antithèse ; non point que les Allemands n'aient montré une brutalité et une sauvagerie révoltantes, mais parce que les mots de réalisme ou d'idéalisme y sont employés avec une signification qui m'échappe. Les plus horribles cruautés de l'histoire ont été commises par des hommes qui étaient des idéalistes frénétiques, témoins les propagateurs armés et casqués de telle ou telle religion. D'autre part, qui pourrait dire quel était notre idéal à nous, Français, il y a seulement un an ?

Les Allemands, depuis quelques années seulement, ont un idéal, d'ailleurs parfaitement insupportable, l'idéal impérialiste, qu'il faut absolument juguler ; mais tout ce qu'on pourra écrire n'empêchera que c'est cet idéal qui fait leur force et entretient leur résistance. Il eût assuré leur hégémonie mondiale s'il ne leur avait inspiré un orgueil en tous points démesuré. Il n'en reste pas moins que c'est ce mysticisme sauvage et cette religion incendiaire qui font jaillir les ressources de leur sol et les armées du sein de leur nation.

Que ceci nous soit une grande leçon. Aucun peuple ne saurait occuper une large place dans le monde sans s'être proposé et avoir poursuivi un idéal, ou, si l'on préfère, un but qui rallie le peuple tout entier dans un même effort.

Il me reste à examiner l'obstacle le plus infranchissable qui se dresse devant notre relèvement ; et ici je vais aborder le dernier et le plus troublant passage de mon exposé ; je veux parler de l'al-

coolisme. On a tout dit, on a tout écrit contre ce fléau; mais, peut-être d'autres n'ont-ils pas observé ce que je tiens à vous rapporter à son sujet.

Pendant l'été de 1911, je visitai la grande exposition d'hygiène de Dresde, qui fut une des manifestations les plus sensationnelles de la science allemande. Dans une longue galerie avaient été représentés, avec leurs effets, les divers poisons dont les hommes ont imaginé le plaisir de s'intoxiquer. L'alcool figurait au premier rang. Sur la paroi murale, on avait dressé une série de colonnes verticales, de hauteurs proportionnelles à la consommation de chaque pays par tête d'habitant. On voyait là, figurées en colonnes de plus en plus hautes, les consommations des Pays Scandinaves, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Suisse, de la Belgique. Une dernière colonne atteignait presque le plafond, c'était celle de la France, et encore le statisticien ajoutait qu'il n'était pas tenu compte de l'appoint considérable fourni aux buveurs français par les bouilleurs de cru.

A côté de ces représentations, un mannequin de cire figurait un alcoolique se tordant dans les convulsions du *delirium tremens*, et, par une délicate attention, on avait donné à ce malheureux le masque et l'accoutrement habituel d'un ouvrier français. Une foule énorme se pressait autour de ce spectacle. Je la contemplai et l'écoutai longtemps. Dans ses regards et dans ses paroles, la pitié se mêlait à la convoitise; mais ce dernier sentiment l'emportait : « Voilà un peuple dégénéré, pensaient ces Teutons, qui ne pourra se défendre; demain, la France est à nous. »

C'est là que j'éprouvai pour la première fois la sensation qu'une invasion était plus ou moins proche, mais certaine.

Et, ne croyez pas, Messieurs, que nos ennemis soient seuls à sonder ainsi notre propre avenir. Depuis sept mois, je circule sans discontinuer chez nos amis et chez les neutres. Tous ont admiré non sans surprise notre héroïque attitude; ils nous croyaient condamnés à l'écrasement. Toutefois, chacun se demande si de cette épreuve nous sortirons régénérés ou si nous retomberons dans les fautes qui nous conduisaient à l'abîme. L'alcoolisme surtout inquiète nos amis ; il n'en est pas un seul qui ne m'ait demandé anxieusement : « Vous débarrasserez-vous enfin de l'alcool? Qu'attendez-vous? Ne voyez-vous pas que vous êtes en train d'en mourir? »

Pendant ce temps, chez nous, le fléau reste inattaqué ; dès lors, tout ce que nous tenterons pour relever les ruines accumulées, pour rendre à notre pays sa prospérité, son prestige, sa grandeur d'autrefois, restera stérile si nous n'extirpons pas le cancer qui le ronge, et qui jamais ne nous a plus cruellement fait souffrir.

Tous vous avez été témoins ici ou là de ses lamentables manifestations. Pour moi, j'ai vu, il y a peu d'années, en Normandie, dans un bourg écarté, une usine toute neuve construite avec le plus grand soin, abandonnée et dépecée par son propriétaire, parce qu'il ne pouvait trouver là des ouvriers qui ne fussent pas des ivrognes. J'ai vu, en Bretagne, des villages où 40 % des conscrits sont réformés, tristes victimes de l'alcoolisme de

leurs parents. Tout le reste est au feu, mais combien en reviendra-t-il? Et c'est avec ces 40 % de déchets humains que les Bretons vont perpétuer leur race. J'ai vu hier encore, dans les faubourgs de nos villes, des permissionnaires, des convalescents, des mutilés, pêle-mêle avec des femmes et des enfants, se gorger de boisson au point de tomber comme des masses à travers tables, chaises et béquilles brisées.

J'ai vu naguère, il est vrai, à Moscou, un soir de fête publique, 3 000 moujiks étendus ivres-morts autour des murailles du Kremlin; mais j'ai vu et admiré le geste superbe du Czar supprimant d'un trait de plume dans tout son empire l'alcool qui rapportait cependant 1 400 millions à son budget.

Jamais occasion ne fut plus favorable de terrasser le monstre. Notre glorieux généralissime l'a bien saisie, puisque, imitant Nicolas II, il a proscrit les boissons distillées dans toute la zone des armées qui combattent.

Mais nos pouvoirs publics restent impassibles. Qu'on ne dise pas qu'ils ont proposé une loi qui atténuera le mal. Tout homme au courant des dessous sait que ce projet de loi n'est qu'une façade destinée à masquer l'absence de toute répression ; c'est une mystification.

De longs mois nous séparent probablement de la fin de la guerre. Souhaitons que l'instinct de la conservation provoque dans le pays une poussée assez énergique pour vaincre d'ici là les puissances de mort qui veillent autour de l'ennemi. Notre devoir est d'y contribuer de toutes nos forces. Nous vaincrons sans doute l'Allemagne;

mais si nous ne supprimons pas aujourd'hui l'alcool, l'alcool demain nous supprimera.

En terminant cet exposé, j'ai, non pas à m'excuser, mais à me justifier de la virulence voulue des termes avec lesquels j'ai exprimé mes idées. C'est qu'à mon avis la lutte pour l'existence que nous subissons relègue pour un temps aussi bien les euphémismes émollients du langage que la calme sérénité de vos travaux scientifiques. Ce que je voudrais avoir enfoncé comme un coin dans les esprits, c'est que nous sommes à un tournant brusque de notre histoire nationale, que notre vie de demain ne pourra plus être celle d'hier, que le travail devra remplacer la fantaisie, l'union chasser la discorde, les larges conceptions se substituer aux petites intrigues et les initiatives énergiques à l'inertie des bureaucrates.

Obsédé par cet objectif, je ne suis entré dans aucun détail concernant les réformes propres qui s'imposent à nos diverses industries; mais je vous annonce que, dans une prochaine séance, l'un de nos distingués collègues, M. Paul Besson, que je sais dévoué à la même cause et aux mêmes principes dont je me réclame, complétera ce qui manque à ma communication.

Que mon dernier mot soit en faveur de ceux qui défendent en héros notre cher pays. Combien de fois, Messieurs, n'avez-vous pas entendu exprimer cette pensée : « Quand nos soldats reviendront victorieux, ce sont eux qui se chargeront de remettre les hommes et les choses à la place qui convient. » C'est là une bien misérable défaite ! Vous trouvez donc qu'ils n'en

auront point assez fait, ayant souffert, bravé la mort, répandu leur sang, sauvé le pays ; et tandis que vous serez restés ici inertes, les bras croisés, sans volonté, vous songez à mettre en leurs mains, à la place du fusil, le balai qui doit nettoyer les écuries d'Augias. Ah ! non, je demande grâce pour eux, pour ces jeunes héros qui ont combattu, dont beaucoup sont morts, non pas victimes de leurs fautes, mais victimes des sottises que nous, leurs aînés, avons accumulées depuis plus de 30 ans. Je demande que nous travaillions, nous, à leur préparer une France digne de leur courage.

VICTOR CAMBON.

Paris. — Imprimerie Levé, rue Cassette, 17.

